

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

**FAIT DIVERS**

**RETOUR MYSTÉRIEUX** P.4

**Opinion**

**Le naufrage de la classe politique togolaise** P.3&8  
Où est donc passé Me Zeus AJAVON ?

**Début de la saison des pluies :** P.3

# Un mort et des blessés suite à la pluie de mardi dernier



Les rues et autres habitations sont envahies par les eaux de pluie



Le PM Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu

## Sommet extraordinaire de l'UA sur la sécurité maritime et le développement en Afrique à Lomé :

# Le Togo s'active pour sa préparation

 P.5

**Confidentiel**  
**Les cadres de l'ANC accusent Jean-Pierre Fabre d'avoir empoché des centaines de millions de FCFA** P.3



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC

**Quand l'OTM dresse un mauvais rapport d'observation des organes de presse durant la présidentielle d'avril 2015 !**  
**Chronique de la semaine a assuré une couverture médiatique de la campagne électorale dans les règles établies par la HAAC** P.4



M. SOTODJI Ablam, directeur des Etudes et de la législation

## Les acteurs impliqués sensibilisés sur le nouveau Code des douanes

 P.6

# Le CICR et la CRT échangent avec les médias togolais sur le Droit international humanitaire

Dans le cadre de sa traditionnelle rencontre avec les acteurs des médias nationaux, le Bureau du Comité de la Croix-Rouge à Lomé (CICR Lomé), en collaboration avec la Croix-Rouge Togolaise (CRT), a initié vendredi dernier, une Journée d'échange avec les journalistes.



La table à l'ouverture des travaux de la Journée d'échange

Cette rencontre vise, selon ses organisateurs, " à partager avec les responsables de la presse un certain nombre d'informations sur ses (ndlr : CICR) activités au Togo et dans la région, ainsi que quelques préoccupations humanitaires de l'heure "

Ouvrant les travaux de ladite journée, le Président de la Croix-Rouge Togolaise (CRT), Norbert Gagno Paniah, a souligné que " la communication est devenue de nos jours un moyen de déve-

loppement ", et expliqué qu'il était important pour les hommes des médias d'être bien informés eux-mêmes avant de chercher à faire circuler l'information ; d'où ce partenariat entre le CICR - CRT et les médias togolais.

Différents thèmes étaient au menu de cette journée, à savoir : " L'action humanitaire du CICR au Togo et dans la région " ; " La

Croix-Rouge Togolaise : Principe d'intervention dans les situations d'urgence " ; " Introduction au droit international humanitaire ". La journée s'est achevée avec projection d'un film intitulé : " Soins de santé en danger, une préoccupation humanitaire ".

Selon Adem Siekro, Assistant CICR - Lomé, le droit international humanitaire (DIH) " est un

ensemble de règles qui visent à limiter les effets des conflits armés ; il restreint le choix des parties aux conflits quant aux méthodes de guerre, protège les personnes qui ne participent pas ou plus aux hostilités ". Bref, le DIH est un ensemble d'arsenaux qui visent à donner un visage humain aux conflits armés.

Le CICR est une organisation humanitaire basée en Suisse et l'organe fondateur du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, en 1863. Ce Mouvement se compose du CICR, des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, a expliqué en substance le Chef Bureau CICR Lomé, Emmanuel Placca.

Le CICR a reçu le mandat de la communauté internationale

pour être le gardien et le promoteur du droit international humanitaire. Trois principes fondamentaux guident l'action du CICR et lui permettent de remplir sa mission humanitaire. Il s'agit de l'impartialité, de la neutralité, et de l'indépendance.

Mais la préoccupation de l'heure reste la violence de plus en plus grande contre les structures médicales, les personnels de santé et les véhicules sanitaires.

Rappelons que la Croix-Rouge Togolaise, créée en février 1959, est devenue membre de la Fédération Internationale de la Croix-Rouge (FICR) en octobre 1961. Elle compte 15.000 membres pour 60.000 volontaires et 297 sections locales. La CRT a cinq coordinations régionales sur l'ensemble du territoire national.

JPB

## Célébration de la 3ème édition de la journée internationale des Casques Bleus au Togo :

# 40% des Casques Bleus déployés à travers le monde proviennent de pays africains

" Opérations de maintien de la paix dans le monde ; Quelles contributions des contingents militaires des pays membres des Nations Unies " est le thème choisi pour la célébration de la 3ème édition de la Journée internationale des Casques Bleus au Togo. C'est au cours d'une conférence-débat que ce thème a été débattu le 29 mai dernier à Lomé par le Forum Togolais de la Société Civile pour le Développement (FTSCD) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) afin de louer une fois encore le travail noble des Casques Bleus et s'intéresser aux missions confiées aux contingents des pays membres des Nations Unies.

A travers cette rencontre, le FTSCD entendait rendre un hommage mérité à tous les Casques Bleus du monde et surtout aux contingents togolais pour leur professionnalisme et leur sens du devoir dont ils ne cessent de faire preuve au cours des différentes missions de maintien de la paix à travers le monde.

Depuis le 29 mai 2002, en célébrant les Casques Bleus, l'ONU invite les gouvernements des Etats membres et organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile à organiser des manifestations solennelles pour deux objectifs. Premièrement, honorer la mémoire des Casques Bleus de l'ONU qui ont perdu la vie au service de la cause de la paix et en seconde position, rendre hommage à tous ceux qui ont servi et continuent de servir dans les opérations de maintien de la paix

de l'ONU pour leur professionnalisme, leur dévouement et leur courage.

Pour le FTSCD, de nos jours, la paix est menacée un peu partout en Afrique, en Europe, en Amérique, en Asie et au Moyen-Orient. Sur notre continent, la situation reste préoccupante en Centrafrique, au Tchad, au Soudan, en Libye, en Tunisie, en Egypte et au Burundi. En RDC, la stabilité n'est pas encore totale malgré l'intervention des Casques Bleus. Et à l'heure actuelle, le Nigéria, le Cameroun et le Niger sont sous la menace incessante de Boko Haram.

A l'occasion de la célébration de la 3ème édition de cette Journée des Casques Bleus, une communication sur " Opérations de maintien de la paix dans le monde : Quelles contributions des contingents militaires des pays africains ? " a été présentée par M. Michel

Olabiré da Cruz, chargé de l'Information au CINU-Lomé (centre d'Information des Nations Unies à Lomé).

Selon le modérateur, l'ONU, institution initiatrice de cette journée, pour objectifs principaux de maintenir la paix dans le monde ; d'établir des relations d'amitié entre les nations ; d'œuvrer de concert pour aider les pauvres à améliorer leurs conditions de vie, vaincre le faim, la maladie et l'analphabétisme et encourager le respect des droits et libertés d'autrui ; d'être une instance permettant aux pays d'atteindre ces objectifs.

" Depuis 67 ans, au péril de leur vie, des hommes et des femmes sont appelés à apporter leur concours, à mener des opérations multidimensionnelles visant à aider des pays à passer d'une situation de conflit à un état de paix. Ce sont les Casques Bleus, ils sont aujourd'hui 107 000, sol-

datés et policiers, originaires de 122 pays ", a précisé M. da Cruz.

Pour celui-ci, plus de 40% des Casques Bleus déployés à travers le monde proviennent de pays africains, faisant du continent, le deuxième pourvoyeur humain de l'ONU après l'Asie. Cette participation croissante aux efforts de paix onusiens montre la volonté des Africains de jouer un rôle prépondérant dans le maintien de la paix. " De moins d'un millier de soldats en 1990, la contribution africaine en termes de Casques Bleus n'a cessé de croître depuis la reprise des déploiements onusiens de grande envergure. En tête des pourvoyeurs africains se trouve l'Ethiopie ", a-t-il expliqué.

Précisons que le rôle de la force de maintien de la paix est de surveiller l'application d'un cessez-le-feu, de désarmer, de démobiliser et de réinsérer les anciens combattants, de protéger les populations civiles, de faire du maintien de l'ordre, de former une police locale, de soutenir l'organisation d'élections libres, de protéger les réfugiés, d'assurer la protection des droits de l'homme, de faciliter le pro-

cessus politique...

Le budget approuvé des opérations de maintien de la paix de l'ONU pour l'exercice allant du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015 est d'environ 8,47 milliards de dollars. Cela représente 0,5% du total des dépenses militaires mondiales estimées à 1747 milliards de dollars en 2013.

Pour cette année 2015, les Nations Unies ont retenu comme thème " l'ONU a 70 ans. Maintien de la paix : Passé, Présent, Futur ". Avec ce thème, les Nations Unies comptent et espèrent avoir une nouvelle vision pour les opérations de maintien de la paix afin de sauver davantage de vies, de mieux protéger les civils et d'encourager la participation de toute communauté à ses activités.

Carole AGHEY

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récupéré n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

**Directeur de la Publication**

**ALIZIOU ESSODINA**  
90 01 21 69

**REDACTION**

**Carole AGHEY**  
**A. KAPO**  
**B. Talom.**  
**Jean-Pierre B.**  
**Espoir D.**

**Imprimerie Sans Dieu Rien**  
Tirage : 2000 ex.

## Une femme victime d'une balle perdue depuis le champ de tir d'Agoè

Vendredi dernier, une femme âgée d'une trentaine d'années a été touchée dans sa propre maison par une balle perdue venant directement du champ de tir situé à Agoè Moto-cross non loin de l'échangeur.

" Nous étions à la maison quand on entendait depuis le champ de tir des crépitements de

balles. Ces crépitements étaient si forts au point même où on voyait les balles venir jusqu' à chez nous. Cette femme qui vient d'être conduite à l'hôpital était en train de faire la lessive chez elle à la maison quand la balle est venue la percuter ", témoigne M. Issa. Il faut souligner que jusqu'à ce que nous mettions sous presse cette information, cette femme se trouvait

toujours hospitalisée suite à cet accident qui lui a laissé une balle dans la jambe.

Rappelons que depuis près de 15 ans, les habitants des villa-

ges comme Dikamé, Sorad, Hédakpo, Zilikpota sont exposés à de pareils incidents.

Espoir



[www.togoportail.net](http://www.togoportail.net)

Pour en savoir sur les actualités d'ici et d'ailleurs, consultez désormais votre site d'informations générales [togoportail.net](http://togoportail.net) "togoportail, toute l'information à votre portée"

**Début de la saison des pluies :****Un mort et des blessés suite à la pluie de mardi dernier**

La grande pluie de mardi dernier qui s'est abattue sur Lomé et ses environs a engendré des inondations qui ont occasionné un mort (une élève de 11 ans), des blessés et des dégâts matériels.

La jeune fille de 11 ans est décédée après avoir fait une chute dans le quartier d'Agbalépédogan à Lomé, selon un communiqué rendu public par les ministres de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, Dédé Ahoéfa Ekoué et de la Sécurité et de la protection civile, le colonel Yark Damehame.

Le même communiqué souligne par ailleurs qu'afin de permettre au gouvernement de prendre des dispositions qui



De la désolation dans les rues....

s'imposent, pour faire face à cette situation, des équipes d'évaluation sont déployées sur le terrain pour un point rapide de la situation.

Il faut rappeler que plusieurs quartiers de la capitale togolaise

sont toujours confrontés à des problèmes d'inondation en saison de pluie.

Des travaux de voirie ont touchés plusieurs points de la capitale mais cette première pluie diluvienne de l'année 2015



...et dans les quartiers et habitations.

a révélé que la situation reste alarmante malgré les efforts.

Il incombe donc aux autorités de redoubler d'efforts pour remédier à ce phénomène d'inondation afin de soulager les populations.

Le gouvernement invite la population à éviter de boucher les caniveaux censés drainer les eaux, avec des objets plastiques ou toutes autres ordures.

**Espoir**

**Confidentiel :****Les cadres de l'ANC accusent Jean-Pierre Fabre d'avoir empoché des centaines de millions de FCFA**

Décidément, les choses ne semblent pas bien marcher dans la maison du CAP2015. Nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi les grandes marches annoncées avec fanfare pour trois jours (27, 28, 29 mai) a tourné au fiasco. Le premier jour de la marche, à peine une centaine de personnes était présente à la place du départ à Décon. Face à l'absence de la mobilisation, Jean-Pierre Fabre et ses affidés ont déserté les lieux, laissant les quelques militants présents sur les lieux à leur triste sort. Selon nos recoupements, des supputations fusaient de partout et les militants se posaient mille et une questions.

Aujourd'hui ce sont certains

cadres et non des moindres qui réclament les comptes à leur candidat Jean-Pierre Fabre qui a géré dans l'opacité les moyens mobilisés pour la campagne.

Selon l'un des frondeurs, leur président a récolté beaucoup d'argent mais refuse de faire le point. Selon lui, " la diaspora a envoyé d'importantes sommes d'argent mais Fabre n'a rien dit à personne. Nous apprenons également qu'une dame au grand marché lui aurait remis 70 millions mais il n'a pas rendu compte à qui que ce soit.

Et le comble, c'est l'information qui circule selon laquelle il a reçu du président ivoirien, Alassane Ouattara, une somme très importante que certaines spéculations estiment à 500 millions de FCFA.

" Ce qui m'énervé dans tout ça



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC

c'est qu'il ne dit rien à personne et j'ai l'impression que c'est seulement Patrick Lawson qui sait ce qui se passe. Et pourtant je contribue financièrement pour des actions sur le terrain. Si Jean-Pierre Fabre ne fait pas de comp-

te, ça va chauffer car nous sommes nombreux à exiger des comptes ", fulminait le frondeur qui a préféré garder l'anonymat.

Comme on le voit, rien ne semble marcher au sein du parti de Jean-Pierre Fabre après la

présidentielle du 25 avril 2015. Jean-Pierre Fabre gère les membres du bureau comme des métayers qui ne doivent rien réclamer ni savoir quoi que ce soit. " Il gère le parti dans l'opacité et nous, on se tue pour rien ", vociférait notre frondeur.

Tout porte à croire que l'échec de la marche programmée pour trois jours trouve sa source dans la fronde des cadres qui ne concèdent pas que leur président s'enrichisse sur leur dos.

Jean-Pierre Fabre doit démontrer à ses militants qu'il est un dirigeant honnête et transparent et non un dirigeant sournois et opaque. Ce qui est évident, c'est que la maison ANC va très mal très, très mal.

**Aliziou Dominique**

**Opinion :****Le naufrage de la classe politique togolaise OÙ EST DONC PASSÉ ME ZEUS AJAVON ?**

Où est donc passé Me Zeus AJAVON, le Coordonateur du CST (Collectif Sauvons le Togo) ? On ne l'a pas (beaucoup) vu, ni entendu avant, pendant et après la présidentielle du 25 avril 2015 ... pour quelqu'un qui " veut sauver " le Togo...

" Le CST s'engage solennellement à empêcher par toutes les voies et tous les moyens à sa disposition, la tenue des mascarades d'élections législatives et locales que le gouvernement s'acharne activement à préparer à marche forcée, ainsi que toute mascarade électorale ultérieure au Togo... "

On croit rêver en lisant cette déclaration belliqueuse de Me Zeus Ajavon, avocat de son état, qui a réussi tout de même à mobiliser plusieurs milliers de nos compatriotes dans nos rues avant les législatives du 25 juillet 2013.

On est sidéré aujourd'hui de constater que ni Me Zeus AJAVON, ni les deux autres mousquetaires du CST, Me Jil-Benoît Afangbedji et Me Raphaël Kpande-Adjare n'ont pas beaucoup " montré leur visage dehors", au cours de cette présidentielle...

On se rappelle aussi que c'est ce même Zeus AJAVON qui a conduit une enquête bidon sur

les incendies des marchés de Kara et Lomé de janvier 2013, enquête bidon signée par plusieurs responsables politiques, dont le leader de l'opposition togolaise, M. Jean-Pierre FABRE, candidat malheureux à la dernière présidentielle, et Pedro Francis AMUZU, l'éphémère et fantasmagorique vice-président de la CENI, désigné par FABRE !...

Comme cette enquête loufoque ne suffisait pas, c'est une certaine presse qui s'y est mise, avec la publication, à la UNE du journal LIBERTE, de Zeus AZIADOUVO, des photos de trois (3) officiers supérieurs des Forces armées togolaises (FAT), dont le

Chef d'Etat -major général actuel, un commissaire de police et de trois cadres de l'administration, dont la directrice générale des Impôts d'alors ! On n'a pas besoin d'être journaliste ou juriste pour savoir qu'on ne publie jamais les photos de personnes non encore inculpées, jugées et condamnées par la justice officielle ! Si un ou ces 7 concernés portent plainte, notre ami Zeus Aziadovo et tous les signataires de cette enquête bidon se retrouveront en prison, et ils l'auront amplement mérité!

Après avoir fait rêver certains Togolais naïfs, le CST a connu son apogée en s'accoquant avec l'ANC (Alliance Nationale

pour le Changement) de Jean-Pierre Fabre, et le métisse se faufila sous la couverture du CST, qui représenta l'ANC, sous cette appellation de CST, avec d'autres formations politiques de second ordre, pour les législatives du 25 juillet 2013 ! Mais la mayonnaise n'avait pas pris, et malgré les marches, les sit-in, et les invectives menaçantes, l'ANC et le CST ne s'en sortent qu'avec seize(16) députés sur les 91 du Parlement, alors que Arc-en-ciel, un regroupement hétéroclite de sept partis politiques récolte 6 sièges, l'UFC de Gilchrist OLYMPIO, trois sièges, ADDI d'Aimé GOGUE, trois élus!

**Suite à la page 8**

**Quand l'OTM dresse un mauvais rapport d'observation des organes de presse durant la présidentielle d'avril 2015 !**

**Chronique de la semaine a assuré une couverture médiatique de la campagne électorale dans les règles établies par la HAAC**

L'Observatoire Togolais des Médias(OTM) a publié, le 21 mai dernier, son rapport sur les organes de presse durant la présidentielle de 2015 ; rapport intitulé "Les médias togolais sous les feux des règles d'éthique et de déontologie". Malheureusement, ce rapport qui est, selon l'OTM, une photographie du comportement de la presse avant, pendant, et après la présidentielle du 25 avril 2015, n'a pas réellement tenu compte du comportement de la presse en cette période mais plutôt s'est basé sur des considérations que nous ne maîtrisons pas encore, s'agissant notamment de notre journal.

Etonnement et surprise, tels ont été nos sentiments à la Rédaction suite à ce rapport de l'Instance d'Autorégulation des médias (OTM) après la présidentielle du 25 avril dernier. En effet dans son rapport, l'OTM accuse Chronique de la semaine d'avoir violé l'article 9 du Code de déontologie des journalistes relatif à la séparation des commentaires des faits.

L'OTM nous accuse d'avoir



Augustin Sizing, président de l'OTM

couvert la campagne électorale dans un sens unique : "...Chronique de la semaine n'a vu qu'un seul candidat, celui du parti UNIR", souligne le rapport. L'OTM peut-il nous dire en quoi notre journal a fait campagne uniquement pour le candidat du parti UNIR au point d'être cité dans son rapport ? Sûrement pas ; fautes de preuves tangibles!

Pour mémoire, nous rappelons au comité de suivi des médias en période électorale qui a pondu ce rapport, que dans nos parutions N°327, 328, 329 respectivement des 09, 16 et 23 avril 2015 nous avons consacré une rubrique dénommée "Echos de la campagne 2015" où nous

nous sommes investis dans la couverture médiatique de la campagne des 5 candidats sans distinction aucune et cela en dépit de nos moyens limités.

Dans notre parution N°327, nous nous sommes évertués à présenter les 5 candidats au scrutin présidentiel. Dans notre parution N°328, nous avons titré à la une : " ANC, UNIR et le NET engagés à 100 % ; le MCD, et l'ADDI cherchent encore leurs marques ". Dans cette parution, nous avons donné d'amples détails sur le déroulement de la campagne électorale des cinq candidats et sur leur agenda. Toujours dans cette parution, nous avons consacré toute une

page pour la publicité des cinq candidats sur leurs lieux de campagne. Dans la parution suivante, nous avons fait le bilan des activités de tous les candidats du début de la campagne jusqu'à la fin, dans un article titré : " Les cinq candidats jettent leurs dernières forces dans la conquête de l'électorat ".

C'est donc dommage que l'OTM fasse abstraction de toutes nos publications et se contente de pondre un rapport basé sur des considérations éditoriales ou guidé par des procès d'intention, nuisant ainsi à la crédibilité et à la fiabilité de notre journal. L'OTM devrait bien au contraire féliciter Chronique de la semaine pour son professionna-

lisme dans la couverture de la campagne présidentielle au lieu de chercher à l'incriminer par des subterfuges bancals.

Nous invitons par ailleurs le président et tous les membres de l'OTM, la HAAC, et toutes les autres organisations de presse à se saisir de nos parutions N° 327, 328, 329 pour juger du mauvais rôle joué par l'OTM à travers ce rapport qui incrimine notre journal. Vivement que les premiers responsables de l'Observatoire Togolais des Médias puissent se rendre compte de cette gaffe qu'ils ont commise et présentent des excuses à Chronique de la semaine.

La Rédaction

**Fait divers**

**RETOUR MYSTERIEUX**

**Les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville de Lomé et ses environs le mardi 02 juin 2015 ont fait beaucoup de dégâts mais aussi assez de bien comme c'est le cas de la famille de feu Komikou qui en a profité pour revoir son fils décédé depuis trois mois.**

Il y a trois mois que ce jeune homme de 27 ans est mort dans un accident de la circulation. Les parents avaient retrouvé son corps inanimé dans un ravin. Ils ont appris par la suite les circonstances du drame. Mais après son inhumation, ils ont appris que l'homme qui a écrasé leur regretté frère, fils et petit fils, était lui aussi de Kové et parent lointain de la victime.

A cause de ce lien familial, l'homme qui était déjà dans les filets de la gendarmerie, avait été libéré sur intervention de la famille éplorée. Il aurait organisé des rencontres non seulement pour solliciter l'indulgence de la famille éplorée mais aussi pour organiser, comme cela se doit, les rites funéraires en mémoire du disparu. Les liens familiaux se seraient alors rétablis, permettant au " meurtrier " de fréquenter à nouveau la famille de feu Komikou.

L'on ne sait par quelle alchimie, les eaux pluviales de mardi 02 juin 2015 ont réussi à saccager le cimetière où est enterré le pauvre Komikou pour ensuite conduire sa dépouille mortelle jusqu'à son domicile. La dépouille y serait arrivée accompagnée de deux autres corps. La situation serait électrique jusqu'à hier. La peur a gagné les populations de cette localité, obligeant les plus poltrons à se terrer chez eux.

Interpellées, les autorités avec à leur tête, Togbui Alafia, auraient contacté le célèbre féticheur, Togbui Djobui qui se serait personnellement déplacé sur les lieux pour diriger les rites du second enterrement. Il aurait pour la circonstance prescrit des choses pour calmer les esprits.

L'auteur de l'accident aurait dépensé une bagatelle somme de trois cent mille francs dans cette affaire. Dieu merci que tout serait rentré dans l'ordre même si les populations, toujours apeurées et à " moitié " soulagées, seraient dans la crainte des prochaines pluies bien que celles-ci aient de bonnes choses à offrir. Que la terre soit à nouveau légère au disparu !

B.TALOM

**Mise en œuvre des recommandations de la CVJR : La démarche inclusive du HCCRUN et de la PCJV**

Quelques mois après son institution, le Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCCRUN) entre dans sa phase pratique dans une démarche qui se veut inclusive. Le lundi 1er juin dernier, la Plateforme Citoyenneté, Justice et Vérité (PCJV) a initié un atelier de formation autour du thème : " Mise en œuvre des recommandations de la CVJR par le HCCRUN, quel accompagnement de la société civile ? ". Cette démarche s'inscrit dans la droite ligne des objectifs du HCCRUN qui consistent à rechercher et formuler des solutions susceptibles de réaliser les avancées dans la voie de l'apaisement et de la consolidation de la cohésion nationale.

Initié à l'intention des acteurs de la société civile, des agents des institutions de la République et des partenaires techniques et financiers, cet atelier vise, selon les organisateurs, à mobiliser les organisations de la société civile autour des travaux du HCCRUN. Ainsi, cette démarche vise à



Vue paritelle des participants lors des travaux

mobiliser les acteurs de la société civile derrière le HCCRUN en vue de relever les défis de réconciliation.

Pour Me Yacoubou Hamadou, ministre des Droits de l'homme, de la consolidation de la démocratie et de la mise en œuvre des recommandations de la CVJR, " l'œuvre de la réconciliation nationale étant individuelle, collective, inclusive et participative, cette rencontre arrive à point nommé en ce sens qu'elle contribue à mener une réflexion approfondie sur la meilleure manière d'impliquer tous les acteurs clés que sont le gouvernement, la société civile, les partenaires techniques et financiers dans l'accompagnement

des actions du HCCRUN pour la réussite de ce processus ".

" La société civile ne doit pas cesser le plaidoyer à l'endroit du gouvernement pour que le HCCRUN travaille en toute indépendance avec les moyens humains et financiers nécessaires. Car une chose est de créer une institution, une autre est de la rendre vraiment opérationnelle ", a reconnu, à l'ouverture, le vice-président de la Plateforme.

Notons que le Togo a choisi la justice transitionnelle depuis 2009 pour traiter les événements douloureux qui ont émaillé son histoire politique de 1958 à 2005.

JPB

# Sommet extraordinaire de l'UA sur la sécurité maritime et le développement en Afrique à Lomé : Le Togo s'active pour sa préparation

La capitale togolaise accueille du 02 au 07 novembre prochain le sommet extraordinaire sur la sécurité maritime et le développement en Afrique. Dans l'optique de la préparation d'un tel événement, les autorités togolaises ont organisé une conférence de presse le mardi dernier au Palais de la Présidence de la République pour faire le point des préparatifs. Présidée par le Premier ministre sortant, Séléagodji Arthème Ahoomey-Zunu, représentant le chef de l'Etat, cette rencontre a été une occasion singulière de parcourir tous les enjeux de la sécurité maritime allant de la piraterie maritime aux autres fléaux comme la pêche illicite non déclarée ou non réglementée, voire la pollution de l'environnement.



Le PM Ahoomey-Zunu lors de la conférence de presse le mardi dernier

Selon le représentant du chef de l'Etat, les questions de sécurité maritime sont revenues ces derniers temps au devant de la scène avec en toile de fond la résurgence et la croissance exponentielle des actes de piraterie le long du Golfe de Guinée.

Relevant que les enjeux de la piraterie maritime vont au-delà de la piraterie et annexent d'autres fléaux tout aussi non moins préoccupants tels que la pollution de l'environnement ou la pêche illicite (non déclarée et non réglementée), le Premier ministre souligne que toutes ces questions doivent être abordées de front, avec un nouvel engagement politique, si les pays africains veulent valoriser pleinement tout le potentiel de l'économie maritime dans un processus de développement de l'Afrique.

## Le coup de gueule du PM...

" Depuis quelques années, l'Afrique a pris un élan prometteur sur le plan économique. De nombreux pays ont retrouvé le chemin de la croissance et il nous appartient de nous organiser pour lever tous les obstacles qui peuvent nous empêcher d'atteindre nos objectifs de développement ", explique le PM Ahoomey-Zunu qui s'interroge sur la possibilité d'atteindre ces objectifs de

développement de l'Afrique si " des hommes sans foi ni loi et des réseaux criminels organisés continuent impunément d'agresser les navires et leurs équipages au large de nos côtes, quand l'on sait que 80% des approvisionnements énergétiques transitent par les routes maritimes ? "

Le PM Ahoomey-Zunu poursuit son questionnement en ces termes : " Comment nos pays peuvent-ils tenir leurs promesses de développement si nos ressources halieutiques continuent à être exploitées illégalement par des réseaux mafieux qui pratiquent la pêche sauvage à grande échelle, compromettant ainsi gravement l'écosystème, sans oublier l'effet destructeur que ces pratiques ont sur les communautés locales de pêcheurs ? Comment enfin, l'économie maritime peut-elle contribuer efficacement à notre essor économique si la dégradation de l'environnement marin prend chaque année plus d'ampleur avec le rejet dans nos mers et océans de polluants organiques de toutes sortes et de déchets industriels? ... "

Ce sont, selon le Premier ministre, tous ces enjeux majeurs, toutes ces questions cruciales et urgentes qui ont poussé le Togo à tirer sur la sonnette d'alarme afin que la sécurité maritime devienne un

enjeu prioritaire dans l'agenda africain.

Tout en réitérant, au nom du chef de l'Etat togolais, le Président Faure Gnassingbé, ses sincères remerciements aux Etats membres de l'Union Africaine (UA) pour leur soutien, le Premier ministre Ahoomey-Zunu a souligné la nécessité de créer des conditions d'échange et de partage devant permettre à l'Afrique de s'approprier la question essentielle de sécurité maritime, au point d'en faire un des piliers centraux de son agenda de développement...

## Mais comment y parvenir?

Sachant que le secteur maritime offre aux pays africains d'innombrables opportunités de croissance, en termes de ressources énergétiques et naturelles, de commerce et d'industrie, et confiant que l'avenir de ce continent dépend en grande partie des mers et des océans, le chef du gouvernement togolais relève que les pays africains ont besoin, tout comme le Togo, d'investir dans la sécurité maritime tant au plan opérationnel qu'institutionnel.

" Nous avons procédé à une vaste restructuration de l'action de l'Etat en mer. Nous avons beaucoup investi dans le développement des infrastructures portuaires. Nous

avons également renforcé et modernisé nos équipements pour la sécurisation de nos côtes ", a martelé le PM Ahoomey-Zunu avant de reconnaître que cela ne suffit tout de même pas puisque la sécurité maritime doit être abordée dans une démarche régionale. Ainsi, à l'échelle de l'Union, souligne Arthème Ahoomey-Zunu, " des initiatives louables ont déjà été prises avec une série de rencontres et de décisions importantes "; mais l'on doit prolonger ces efforts et " aller plus loin dans nos engagements et les coordonner davantage ".

## Dans la perspective du sommet de Lomé ...

Selon le Premier ministre, le sommet de Lomé sera un cadre qui permettra une nouvelle réflexion sur les déterminants de la sécurité maritime en Afrique. " Nous tâcherons de donner à notre continent l'occasion de prendre un nouveau départ, en examinant les enjeux et les contraintes politiques et économiques qu'elle soulève. Nous devons réévaluer l'efficacité des moyens juridiques, financiers et opérationnels grâce auxquels nous serons en mesure de renforcer la sécurité maritime sur l'ensemble du continent africain pour en faire un véritable outil de développement ", a expliqué le chef du gouvernement togolais.

A terme, le sommet de Lomé devra aboutir à une charte sur la sécurité maritime en Afrique, ceci afin d'offrir au continent les meilleures chances de développement en éradiquant les différents fléaux auxquels il est confronté.

Aussi, le succès de cette initiative permettra, spécifiquement au Togo, d'enregistrer un succès du projet de corridor de développement accru sur le

continent, d'augmenter sa capacité à mieux servir les pays de l'hinterland partageant les services du Port autonome de Lomé.

C'est à ces grands défis que se consacreront, du 02 au 07 novembre prochain, 53 pays d'Afrique et des délégations venues d'Europe et d'Amérique. Et pour le Président du Comité d'organisation, Michel Dagoh, l'Etat togolais qui a pris " l'engagement devant la communauté africaine d'organiser cette conférence en toutes responsabilités (...) fera tout ce qui est possible pour que les choses se passent dans les meilleures conditions et que le sommet soit un succès en terme d'accueil des délégués et de qualité des échanges ". Chose que ne semble pas dénier le ministre togolais des Affaires étrangères et de la coopération, Robert Dussey : " L'arrivée d'importantes et nombreuses délégations à Lomé, requiert de meilleures dispositions (...), une synergie d'appui nécessaire à la réussite de cette conférence ".

Rappelons que le choix du Togo pour abriter une telle rencontre s'explique par les ambitions affichées par notre pays en matière de lutte contre la piraterie maritime, lors de la 23ème Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, tenue à Malabo en Guinée Equatoriale.

Cette position du Togo, favorablement accueillie par la Conférence, a été perçue comme étant le premier acte concret entrant dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision sur la stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050 (Stratégie AIM 2050).

JPB

**LES NUMEROS VERT DE L'OTR**

<p>POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER</p> <p><b>N° VERT</b></p> <p><b>8280</b></p> <p><b>Anticorruption</b></p>	<p>POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE</p> <p><b>N° VERT</b></p> <p><b>8201</b></p> <p><b>Renseignements</b></p>
--	--

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

**Football/Fifa / Justice :****La succession de Sepp Blatter, un enjeu presque géopolitique**

Joseph Blatter, dit " Sepp ", président démissionnaire de la Fédération internationale de football association (Fifa), s'est souvent vanté d'être à la tête d'une organisation réunissant plus de pays membres que les Nations unies, et capable de réussir là où l'ONU échouait. Cette époque semble révolue. La crise actuelle révèle en effet que la fière et indépendante Fifa est désormais devenue un terrain de bataille géopolitique.

D'un côté : les Etats-Unis, humiliés d'avoir été écartés de



Sepp Blatter décide de remettre son mandat en jeu

l'organisation du Mondial 2022 du Qatar. C'est de Washington par le petit émirat moyen-oriental qu'est partie une enquête judi-

ciaire de grande ampleur qui ébranle désormais la Fifa jusque dans ses fondations. En face, la Russie de Vladimir Poutine, qui voit dans la machinerie de guerre américaine à l'œuvre une volonté de la priver du Mondial 2018. A Moscou, même le président en a parlé. La Russie n'a donc pas modéré son soutien à M. Blatter, et alors qu'il a annoncé sa démission, elle entend bien peser dans le choix de son successeur.

Au milieu, une Afrique de moins en moins unie entre les pays arabes et les subsahariens ; un monde musulman qui vit de

plus en plus mal les attaques dont le Qatar fait l'objet et tente de faire peser une influence partagée entre deux continents, l'Afrique et l'Asie, où la Chine, le Japon et la Corée du Sud font entendre parfois vivement leur différence. Et puis, il y a l'Amérique du Sud, qui perd peu à peu de son influence. Sans parler d'une Europe dont la richesse, très inégalement répartie, suscite des jalousies et la méfiance.

**Le président des autres continents**

La bataille qui s'annonce pour la présidence de la Fifa risque d'être plus politique que sportive, faite d'alliances et des guerres d'influence. Dans ce contexte, le successeur de Joseph Blatter pourra difficilement vanter son indépendance. Chacun entendra faire peser sa voix, y compris en dehors de l'organisation.

Interrogé par RFI, l'eurodéputé espagnol Santiago Fisas confie que même à Strasbourg, on entend mieux contrôler les fonds allant à un système corrompu qui, jusqu'ici, a fait perdre de l'argent aux pays de l'UE : " Nous-mêmes, on a discuté de ça au sein du groupe Parti populaire (PPE) au Parlement européen, et on va en parler dans la prochaine séance à Strasbourg. Parce que même si c'est une entité privée, la Fifa a un rôle direct en Europe. "

Croire qu'il suffira de choisir un nouveau président pour régler les problèmes est sans doute une vue de l'esprit. Car le scandale qui vient de provoquer le départ anticipé de Joseph Blatter a paradoxalement révélé que les problèmes de la Fifa se situent moins au sommet de l'organisation qu'à sa base, dans les fédérations et les confédérations qui la composent.

Michel Platini est sans aucun doute le dirigeant dont l'image est la plus forte et crédible. Mais ça ne fait pas du président de l'UEFA un candidat idéal, tant la puissance, la richesse et parfois l'arrogance du football européen agacent et font peur aux autres confédérations régionales.

Joseph Blatter avait bâti sa force dans sa capacité à rassembler ces confédérations avides de faire contre-poids aux Européens : en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, en Amérique centrale, dans les Caraïbes, en Océanie. Il avait su ouvrir le football à l'Asie et à l'Afrique, avec les deux premières Coupes du monde organisées sur ces continents en 2002 et en 2010, respectivement au Japon, en Corée du Sud et en Afrique du Sud. Cette union disparate vient de voler en

**Les acteurs impliqués sensibilisés sur le nouveau code des douanes**

Vendredi 29 mai dernier, les agents de la douane, les importateurs, les exportateurs et les journalistes ont été sensibilisés sur le nouveau code des douanes voté par les députés depuis le 10 avril 2014 afin de répondre aux exigences de l'environnement économique international en remplacement de l'ancien code datant de 1966 devenu désuet et caduc.

Ce nouveau code composé de 371 articles apporte des innovations dans l'administration douanière telles que la transparence et la prévisibilité, la modernisation de l'action de l'administration, la facilitation et la meilleure prise en compte des droits des usagers.

Selon le directeur des Etudes et de la législation de l'OTR, M.

SOTODJI Ablam, ce nouveau code des douanes tient compte de l'automatisation de la procédure de dédouanement, de la possibilité de procéder au dédouanement des marchandises avant leur arrivée sur le territoire douanier, et de l'élévation des infractions liées à la contrefaçon et au piratage au rang de délits douaniers.

" Notre code est essentiellement calqué sur ces modèles et nous pensons aujourd'hui que nous pouvons valablement dire que nous avons un code moderne, un code transparent, un code qui prône beaucoup la facilité et un code qui tient compte des préoccupations et des droits des usagers. ", a-t-il laissé entendre.

Ce code constitue donc un instrument important mis à la disposition de la douane togolaise dans ses différentes missions,



M. SOTODJI Ablam, directeur des Etudes et de la législation

notamment celles de la facilitation des échanges et du contrôle.

Rappelons que le Commissariat des Douanes et Droits Indirects a démarré, depuis le 26 mai 2015, une tournée de vulgarisation de ce code et de sensibilisation, du personnel de l'Office Togolais des

Recettes sur son contenu. Il s'agit, à travers cette sensibilisation de

porter à la connaissance de tous ces acteurs, les innovations apportées par le nouveau code, un outil de travail qu'ils doivent maîtriser et s'approprier.

**Espoir**

**L'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT) en assemblée générale :****Nicolas Kossi Akidjetan reconduit pour un mandat de trois ans**

L'Ordre National des Architectes du Togo (ONAT) était en assemblée générale électorale en fin de semaine dernière. Le président sortant, Nicolas Kossi Akidjetan, a été reconduit au poste de président du Conseil Supérieur de l'ONAT pour un nouveau mandat de trois ans. Le nouveau bureau de cinq membres entend pérenniser les acquis, poursuivre et achever la mise en œuvre des décisions issues du Forum de 2012, et accélérer la redynamisation de la profession d'architecte tout en pensant à une refondation durable de l'Ordre.

" Notre ambition première, c'est de pérenniser les acquis, de consolider la position de l'ONAT pour jouer pleinement son rôle auprès du gouvernement togolais, de la population togolaise et des institutions internationales accréditées au Togo pour projeter ensemble avec nos



Nicolas Kossi Akidjetan, Président réélu de l'ONAT

confrères sur un avenir que nous voyons radieux ", a souligné le nouveau président de l'ONAT, Nicolas Kossi Akidjetan après son élection.

Selon lui, l'architecte dans l'acte de bâtir, est le chef d'orchestre, il est en position centrale, c'est lui qui conçoit, suit et ordonne les actions des autres batteurs dans la construction. Pour les validations administratives, c'est l'architecte qui prépare

le projet pour le soumettre à l'autorisation de construire qui est un acte citoyen, a-t-il relevé.

Plusieurs chantiers attendent le nouveau bureau à savoir notamment la sensibilisation sur l'ensemble du territoire national, des consultations gratuites et des tables-rondes sur la maîtrise d'œuvre avec les acteurs locaux de développement pour que l'absence des cabinets d'architecture à l'intérieur du pays ne paraly-

se pas les habitants des différentes régions.

Rappelons que 30 jours après cette nouvelle élection du bureau, une assemblée générale extraordinaire sera organisée pour mettre en place une cellule d'appui à la communication du Conseil Supérieur d'Ordre qui sera chargée de l'animation du site internet et de la publication du magazine périodique de l'ONAT, un conseil consultatif des anciens présidents.

**Le nouveau bureau de l'ONAT se présente comme suit :**

**Président de l'ONAT:** M. Nicolas Kossi M. Akidjetan

**Vice-président :** M. Peyebinesso Limazie

**Secrétaire général :** M. Dodzi Azoumah

**Trésorier :** M. Patrick Eklou Amendah

**Commissaire aux Activités :** M. A. Modeste Kodjo Agbo.

**JPB**

Suite à la page 7

**Football/Fifa / Justice :**

**La succession de Sepp Blatter, un enjeu presque géopolitique**

*Suite de la page 6*

éclats et aucune personnalité issue de ses rangs ne semble posséder la stature d'un candidat consensuel.

**" Tu as créé un monstre "**

Joseph Blatter connaissait la Fifa et son fonctionnement mieux que personne. Jusqu'ici, ni le scandale des pots de vin de l'ISL en 2001, ni la radiation suspecte de son rival en 2011 juste avant l'obtention de son quatrième mandat, ni d'autres affaires de moindre importance, n'avaient fait tremblé le Suisse. Entré en 1975 à la Fifa, à une époque où elle n'était encore qu'une petite entreprise, il en sort alors qu'elle a pris un poids économique démesuré, à mesure que le " foot business " prenait lui-même l'ampleur globalisée qu'on lui connaît désormais. Le prédécesseur de Joseph Blatter, le Brésilien Joao Havelange, lui dit un jour : " Tu as créé un monstre ".

La Fifa est sans doute devenue trop grosse, trop difficile à contrôler. Tant et si bien qu'elle échappe désormais à celui qui était devenu le symbole de son dysfonctionnement. Dans un climat délétère, sur fond d'enquêtes judiciaires et de guerres d'influence, elle risque ainsi d'entamer une étape pleine d'incertitudes. Elle peut même craindre pour son avenir.

Pour l'instant, le président de la Fédération française de football semble pourtant penser le contraire. " Finalement, je pense que c'est une bonne chose, confie-t-il au sujet de la démission du patron du football mondial. Tant que Blatter se présente, il gagne. Là, les confédérations vont pouvoir présenter un candidat et réfléchir à de bonnes alliances ". Quant à la Russie, elle a assuré ce mercredi que la démission du président de la Fifa ne changerait rien aux préparatifs du prochain Mondial, alors



**Le Français Michel Platini, digne remplaçant de Blatter?**

que le Royaume-Uni aimerait bien refaire le match de l'organisation de cette compétition compte tenu des dernières révélations.

**Michel Platini peut-il vraiment incarner le renouveau de la Fifa ?**

Qui pour remplacer le Suisse, secrétaire général de la Fifa de 1981 à 1998, puis président pen-

dant 17 ans ?

Seul le Prince jordanien Ali ben al-Hussein, candidat malheureux contre Joseph Blatter vendredi, s'est déclaré à nouveau candidat.

Mais un nom est sur toutes les lèvres : Michel Platini, 59 ans, ancienne gloire du ballon rond et président de l'UEFA, la très riche fédération européenne de football, depuis 2007. Peut-il vrai-

ment tirer son épingle du jeu ?

Michel Platini avait envisagé de se présenter à la dernière élection, avant de jeter l'éponge. Il avait alors mené la fronde face à M. Blatter, réclamant sa démission et soutenant activement le prince Ali. S'il n'a toujours pas fait part de ses intentions, sa candidature est désormais une évidence pour certains électeurs.

Réélu pour un troisième mandat à la tête de l'UEFA au mois de mars, l'ancien numéro 10 des Bleus est parvenu à mener quelques réformes audacieuses, par exemple la mise du Financial Fair Play pour obliger les clubs à assainir leurs finances.

" Platoche " devra apprendre à séduire au-delà du vieux continent, qui ne représente que 53 électeurs sur 209. Il pourrait également être fragilisé par son soutien controversé à la candidature du Qatar pour l'organisation de la Coupe du monde 2022.

**Source : rfi.fr**

**Fifa-Football : Le bilan africain de Sepp Blatter**

Joseph Blatter, le président de la Fifa, a démissionné de son poste mardi 2 juin. Une décision prise alors que la Fédération internationale de football association est en pleine tourmente. Son mandat a coïncidé avec l'essor du football africain au plan mondial, symbolisé par la Coupe du monde 2010 organisée en Afrique du Sud. Un soutien à l'Afrique qui n'était pas dénué de tout aspect stratégique.



**Joseph Sepp Blatter (g) et Issa Hayatou de la CAF (dt)**

A l'arrivée de Joseph Blatter en tant que directeur exécutif de la Fifa en 1990, en charge de l'organisation des Coupes du monde, l'Afrique disposait de

deux places sur 24. A son départ, cinq sélections africaines ont pris part à la Coupe du monde au Brésil, parmi les 32 nations

engagées. Blatter n'a d'ailleurs jamais raté une occasion de montrer son intérêt pour l'Afrique, qu'il

nommait " le continent du football ", assistant notamment régulièrement aux finales de la Coupe d'Afrique des nations aux côtés d'Issa Hayatou, le Camerounais dont il a fait son vice-président à la Fifa l'an passé et pour qui la démission de Blatter a eu " l'effet d'une bombe ".

Un soutien affiché à l'Afrique et aux petites fédérations, qui a été un axe des différents mandats de Blatter, car c'était aussi un moyen d'enrayer la domination financière de la confédération européenne, l'UEFA. Avec 55 fédérations membres, l'Afrique représente un vivier de voix très important, et même crucial dans l'optique d'une élection

à la présidence de la Fifa.

Et si beaucoup de dirigeants reconnaissent son travail pour les petits, ce développement du football africain s'est fait, selon certains observateurs, sans une structuration suffisante des fédérations, ce qui a entraîné des problèmes de corruption dans certains pays.

Pour Issa Hayatou, cette démission est en effet liée à ces affaires, et même si, selon lui, Blatter " n'est pas directement impliqué ", le président de la CAF croit savoir que le Suisse " s'est senti responsable ". Ces problèmes de corruption, Blatter les paie aujourd'hui de sa place.

**Source : rfi.fr**

**Diplomatie/Nigéria :**

**Buhari chez Issoufou et Deby pour bouter Boko Haram**

Pour son premier déplacement en tant que président du Nigéria, Muhammadu Buhari s'est rendu ce mardi au Niger. Il se rendra ensuite au Tchad. Objectif, intensifier la lutte contre la secte islamiste Boko Haram.

Tout au contraire de son prédécesseur, Goodluck Jonathan qui semblait traîner les pas, Muhammadu Buhari est aux avant-postes de la lutte contre Boko Haram. Le nouvel homme fort du Nigeria pour son premier déplacement à l'étranger, s'est

rendu chez les alliés de son pays dans le combat contre le groupe terroriste.

Muhammadu Buhari veut mettre fin aux incursions de ceux qu'ils nomment des "gens fous et sans Dieu". Le président nigérian veut donc surfer sur la vague des succès enregistrés depuis l'entrée en lice des armées nigérienne, tchadienne et camerounaise.

Chez son homologue nigérian Mahamadou Issoufou, il milite pour l'opérationnalisation au plus vite de la force multinationale mixte contre Boko Haram préconisée par l'Union Africaine (UA). Celle-ci devrait être fonctionnelle dans les prochaines semaines.

Boko Haram a du souci à se faire, d'autant plus qu'il a déjà perdu énormément de terrains ces derniers mois.

**Source : africahotnews.com**



**Buhari Issifou et Déby, main dans la main contre Boko Haram**

**Football / Eperviers :**

**Ahoomey-Zunu instruit le ministre de l'économie et des finances de rendre publics les comptes de la CAN 2013**

**Va-t-on vers la publication du rapport des comptes de la Coupe d'Afrique des Nations 2013 (CAN 2013), promise par le premier ministre, Arthème Ahoomey-Zunu ?**

L'information donnée par la radio Kanal FM par le truchement de l'émission " club de la presse " en a tout l'air. Le premier ministre aurait instruit " expressément " le ministre de l'Economie et des finances, Adji Otèth Ayassor de rendre publics les rapports effectués par le Cabinet IIC et le Cabinet KPMG sur la gestion des fonds collectés, a appris l'Agence de presse Afreepress de cette source.

Pour rappel, à la veille de la participation des Eperviers à la CAN 2013 en Afrique du sud, compétition au cours de laquelle l'équipe togolaise a atteint les

quarts de finale (niveau jamais atteint), des ponctions ont été effectuées sur les coûts de communication sur les différents réseaux de communication.

Cette opération aurait permis, selon les informations, de rassembler des milliards de francs CFA.

A l'issue de la CAN, le premier ministre est monté au créneau pour informer l'opinion sur le fait que des comptes financiers de la gestion de ces fonds seront présentés publiquement et que personne ne garderait par devers lui aucun centime.

Mais au lendemain de sa démission le 22 mai dernier, les langues ont commencé par se délier, comme quoi, il n'a pas tenu à sa parole, de rendre publics les comptes.

**Source : icilome.com**

# Opinion : Le naufrage de la classe politique togolaise

## OÙ EST DONC PASSÉ ME ZEUS AJAVON ?

Suite de la page 3

Un siège d'Indépendant est accordé à une dame de Sursaut Togo, une association... Et UNIR, le Parti au pouvoir rafla 62 sièges sur les 91 !

A côté de ce folklorique CST, animé par des défenseurs des Droits de l'Homme, qui se sont trompés d'objectifs, ce sont tous les leaders politiques de l'opposition qui ont tous fait naufrage !

### 1) L'ANC de Jean-Pierre FABRE

Nous l'avons dit et répété, le crime ne paie pas, surtout le parricide ! Et c'est un véritable " parricide " que Jean-Pierre FABRE et ses compagnons de l'ANC ont commis, pour se séparer de leur mentor, Gilchrist OLYMPIO, qui leur a tout donné, tout fait, mais ne leur a pas beaucoup appris en politique ! Jules César aussi avait tout fait à BRUTUS (Marcus Junius Brutus Caepio), mais le 15 mars de l'an 44 avant Jésus-Christ, Brutus donna le dernier des 23 coups de poignard que reçut Jules César ce funeste jour-là, et il mourut !

" Toi aussi mon fils ? ", avait crié CESAR, en reconnaissant parmi les assassins qui se surnommaient entre eux les LIBERATOIRES, son fils adoptif BRUTUS, qui n'est autre que le fils (né d'une première couche), de sa maîtresse Servilia Caepionis ! L'histoire de Gilchrist Olympio et de Jean-Pierre Fabre ressemble un peu à celle de Cesar et Brutus.

L'UFC de Gilchrist Olympio, Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson, Isabelle Améganvi et cie d'alors avait obtenu 27 députés sur les 81 (que comptait notre Parlement en 2007), contre 50 sièges pour le parti au pouvoir, le RPT d'alors, pendant que le CAR de Me AGBOYIBO glanait 4 députés. Puis, c'est l'élection présidentielle de 2010, avec le clash entre le père et le fils adoptif. Retenu à l'étranger à cause d'un accident domestique, à quelques semaines du scrutin, Gilchrist Olympio laissa sa place à Jean-Pierre Fabre, pour représenter l'UFC, et grâce à l'aura d'alors du père, le fils obtint 33 % contre 66 % pour Faure Gnassingbé ! Puis, c'est le renvoi des 9 députés de l'UFC (dont Jean-Pierre Fabre), et la création, plus tard, de l'ANC, et l'expression féroce de la haine contre Gilchrist Olympio, avec les injures, les menaces et la malédiction, quand l'UFC originale signa un accord politique de gouvernement avec le Président Faure Gnassingbé !

Avec ses 16 députés au Parlement, l'ANC ne présenta aucun projet de loi propre à elle depuis sa création, et son leader ne présenta aucun projet de société au peuple togolais. Tous ses discours ne font que ressasser les trois mots magiques pour lui : Alternance, Mobilisation, Changement ! Le disque est tellement rayé que les populations l'écoutaient de moins en moins. Plusieurs sondages de l'Agence " I and I " ne lui donnaient que 15 à 18 % des suffrages, s'il se présentait à la présidentielle, avec les autres ténors de l'opposition. Heureusement pour lui, ni Gilchrist OLYMPIO, ni Alberto OLYMPIO (un nouveau venu percutant sur la scène politique), ni Me Dodzi APEVON (celui-là qui avait obtenu 6 sièges avec Arc-en-ciel en 2013, alors que l'ANC avait engrangé 16), ni Kofi Yamgnane, le Franco-Togolais, ancien ministre de Mitterrand) dont la représentante de Sursaut -Togo avait obtenu un siège d'Indépendant au Parlement...

En faisant une simulation du scrutin, qui est à un tour, si tout ce monde -là s'était présenté, Jean-Pierre Fabre n'aurait obtenu qu'entre 12 et 15 % des suffrages exprimés ! Il peut s'estimer heureux qu'il ait affronté Faure Gnassingbé sans ses concurrents potentiels de l'opposition, l'électorat de Faure Gnassingbé étant presque fidèle à son leader !

Jean-Pierre Fabre est un enfant gâté adoptif du Général Gnassingbé Eyadema, qui lui a fait beaucoup de choses (déjà le gars a beaucoup de pères adoptifs !). Et c'est pourquoi je crois que la Cour Constitutionnelle actuelle est complaisante à son égard, car, selon l'article 62 de notre Constitution, il n'est pas éligible aux fonctions de Président de la République au Togo, n'étant pas exclusivement de nationalité togolaise à la naissance !

Et je pense que c'est cette complaisance qui fait qu'il nargue la Haute juridiction en l'insultant qu'elle " est à la botte " du pouvoir ! Un peu de reconnaissance et de politesse, Monsieur le candidat malheureux à l'élection présidentielle !!!

Tous les observateurs de la vie politique togolaise savent que si L'UFC n'avait pas imploré, et si les LIBERATOIRES de Gilchrist Olympio ne l'avaient pas poignardé, et avaient manœuvré intelligemment, l'alternance aurait été peut-être possible en cette année 2015 au Togo!!!

J'avais écrit, en observateur avisé de la vie politique



Me Zeus Ajavon

togolaise, 5 articles en 2013 qui tiraient la sonnette d'alarme :

" 2015, Adieu l'Alternance " ;  
 " L'opposition togolaise et les raisons de sa perpétuelle déculottée " ;  
 " Nous sommes à J-275, et l'opposition divague toujours " ;  
 " Le problème au Togo n'est pas l'alternance mais ceux qui peuvent l'incarner " ;  
 " A quand l'émergence de vrais leaders politiques de l'opposition togolaise ? ".

Il faut être inconscient pour ne pas s'inquiéter de ces signaux rouges, à quelques mois d'un scrutin présidentiel !

Le vrai problème du Togo est l'absence d'un vrai leader charismatique de l'opposition, compétent, travailleur, qui peut nous pondre un bon projet de société, et qui puisse conquérir le cœur des populations, aussi bien des villes comme des campagnes !

### 2) Les autres leaders de l'opposition

Me Dodzi APEVON, Mme Kafui ADJAMAGBO, Aimé GOGUE, Gerry TAAMA, Alberto OLYMPIO, Tchassona TRAORE, AGBEYOME Kodjo sont quelques-uns des figures résiduelles de l'opposition togolaise, la bonne graine sérieuse qui pouvait inquiéter Faure Gnassingbé ayant jeté l'éponge : Me Agboyibo, Leopold Gnininvi, Edem Kodjo, Joseph Kokou Koffigoh, et Gilchrist Olympio...

Rongés par le remord, pour n'avoir pas pu apporter l'alternance, à cause de la lourdeur de la tâche, mais aussi, à cause de certaines de leurs erreurs, ils s'en sont allés et sans laisser une relève digne de ce nom !

Brigitte ADJAMAGBO a trahi Léopold Gnininvi et le parti des grands cerveaux, la CDDPA, en s'accoquinant comme un matou avec Jean-Pierre Fabre dans Cap 2015 ; maintenant que CAP 2015 est du passé, que va-t-elle faire? ...

Me Dodzi APEVON n'est que l'ombre de l'animal politique nommé Me AGBOYIBO ...

Francis EKON n'est que la pâle copie d'Edem KODJO dans la CPP d'aujourd'hui ...

Jean-Pierre Fabre est le Brutus togolais, qui n'est qu'un champion olympique des trottoirs de Lomé...

Agbéyomé Kodjo s'est cru le dauphin du général EYADEMA, avant que le RPT ne le cloue au pilori, pour avoir écrit un brûlot intitulé : " Il est temps d'espérer " ; il fait aujourd'hui l'équilibriste entre UNIR et une Opposition epsilon...

Aimé Gogué est un bon intellectuel sérieux, mais à part son fief des Savanes, il ne représente pas 1 % de l'électorat des 4 autres régions du pays !...

Gerry Taama a de l'avenir, mais il lui faut encore 10 ans au moins pour s'affirmer...

Alberto Olympio ne nous a montré, jusqu'à présent, que sa langue mielleuse, mais il a renoncé au dernier moment à la présidentielle du 25 avril et personne ne sait ce qu'il vaut vraiment !...

Tchassona Traoré, le notaire, est un bouche-trou électoral, sans rien de consistant à proposer à ce jour au peuple togolais !...

A quel Saint allons-nous nous vouer pour avoir un homme politique de valeur qui peut faire le consensus ?...

### 3) La diaspora togolaise

C'est la plus grosse déception des togolais ! Il faut lire les articles délirants des soi-disant intellectuels togolais de l'étranger pour se demander si nous ne sommes pas maudits !

Dr Yves Amaïzo, Pierre Adjeté, Komlan Douvon, Kofi Folikpo, Camus ALI, Matapari DZIMA, Brigitte



Dr David IHOU

Améganvi, Jean-Baptiste PLacca (le Nègre de RFI), Tino Brassier, Komlan Kpogli, Sena ALIPUI, David Kpelly, et Kodjo EPOU, etc. , donnent la nausée à cause de leurs analyses sur les réseaux sociaux... Depuis au moins deux ans que je lis leurs articles, je n'ai vu aucun d'eux faire des propositions concrètes pour l'avancement de notre pays ! Ils ânonnent, délirent, critiquent pour critiquer et se masturbent à volonté, sans se soucier de leur dignité personnelle...

Kodjo EPOU par exemple, trouve par exemple, que c'est épatant que la CEDEAO inscrive dans sa charte, la limitation des mandats à deux pour les pays membres ! On a beau lui expliquer que le système politique de chaque pays dépend de son peuple - et de son peuple seul - et que seules les populations de chaque pays ont le droit, par référendum national, de décider du modèle politique de leur pays. La politique de chaque pays relève de sa souveraineté nationale, et c'est pourquoi la France peut avoir une limitation des mandats de ses présidents, alors que l'Allemagne, cofondatrice de L'UE, n'a pas de limitation de mandats pour ses chanceliers et Chancelières ! Idem pour le Luxembourg ! Idem pour le Royaume-Uni, qui veut, par référendum, sortir même de l'UE, selon les promesses du Premier Ministre David Cameron, brillamment réélu récemment !

Chaque pays est en plus libre d'entrer ou de sortir d'une Organisation sous régionale, comme l'a fait le Rwanda, il y a 8 ans, et qui veut encore réintégrer la même Communauté des ETATS de l'Afrique Centrale aujourd'hui ! Ce n'est pas Michel Kafando, ni Yaya Jamey, ni Yayi Boni, ni IBK, ni Alassane OUATTARA qui vont décider que les Togolais, par exemple, doivent avoir leurs mandats présidentiels limités à deux ! Ce ne sont pas non plus les présidents mexicain ou vénézuélien ou même américain, qui peuvent décider, à un sommet, que le mandat de tous les pays de l'Organisation des Pays Américains sera désormais de un an ou de 3 ans !

Comme on le voit, il y a un trou d'air dans le cerveau de certains de nos intellectuels de la diaspora et ce n'est pas demain la veille qu'on peut voir un présidentiable poser sa valise au palais de La Marina (siège de la Présidence togolaise)...

Par ailleurs, récemment, le groupe musical TOOFAN a été chahuté à NANTERRE où il donnait un concert, sous prétexte que le groupe avait chanté au Togo, pour la campagne électorale de Faure Gnassingbé, lors de la présidentielle du 25 Avril dernier ! Ils vivent dans un pays démocratique comme la France et ne savent pas qu'à chaque meeting politique dans l'Hexagone, chaque vedette de la chanson se produit pour le candidat de son choix, à la demande du candidat !

Comme on le voit, nous avons de sérieux problèmes au Togo pour expliquer aux Togolais de l'intérieur comme de l'extérieur le sens de la démocratie ! Peut-être une lobotomie sera nécessaire pour certains Togolais, pour qu'ils ne nous honnissent pas, à longueur d'années et de décennies...

Les prochaines échéances électorales seront pour juillet 2018 (législatives) et pour avril 2020 (présidentielle), avec la même Cour Constitutionnelle (elle est élue pour 7 ans après avril 2013, pour ceux qui ne le savent pas)... Espérons que nous n'allons plus voir et entendre les élucubrations que nous avons vues et entendues pendant cette demi-décennie, de la part de certains politiciens ignares, paresseux, malhonnêtes et irresponsables!

Que Dieu protège le Togo !

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et stratégie sécuritaire.